



TOUS DANS L'ACTION

LES 5 MARS 2013

La logique purement financière qui est à l'origine de la crise broie les hommes et les femmes. D'après cette logique, ce qui compte, c'est de faire du fric, pas de développer l'outil de travail pour répondre aux besoins du pays et de sa population. Ce sont pourtant eux, les femmes, les hommes, les véritables créateurs de richesses.

DES SOLUTIONS EXISTENT

En février 2012, les sénateurs communistes et socialistes votaient une proposition de loi « tendant à interdire les licenciements boursiers » mais, à l'époque, elle n'obtenait pas la majorité. Durant la campagne des présidentielles, le candidat François Hollande prévoit de « dissuader les licenciements boursiers ».

Désormais il existe bien une majorité politique au Sénat et à l'Assemblée Nationale pour légiférer. Un nouveau projet de loi existe et peut être voté, les salarié-e-s ne peuvent que se retrouver dans l'exposé des motifs de cette proposition de loi. **«L'ampleur de la crise, la violence des comportements des dirigeants à l'égard des travailleurs qui produisent des richesses, la précarité dans laquelle se trouvent plongés un nombre toujours plus grand d'entre eux et leurs familles du fait de ces agissements, la destruction de l'emploi industriel (500 000 emplois détruits depuis 2008) imposent une action rapide du législateur face à l'attitude coupable des gouvernements successifs».**

Les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale, leur fédération CGT sont solidaires des salarié-e-s de l'industrie et concernés par le désastre industriel.

Le financement pérenne de nos missions dépend en grande partie de la valeur ajoutée créée par les travailleurs de l'industrie. Les 2,4 millions de salarié-e-s de la santé et de l'action sociale sont touchés eux aussi par les restructurations, les destructions d'emplois, la perte de leur pouvoir d'achat. Ils n'ont plus les moyens d'acheter des automobiles et

autres biens. Nos services, nos établissements sont aussi utilisateurs de productions de l'industrie (appareillages, scanner, radiologie...). Les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale produisent eux aussi des réponses à des besoins ; la santé, le bien-être, l'aide aux personnes fragilisées...

Les services publics de santé, et les autres services de santé et d'action sociale se dégradent pour tous, attaqués par les intérêts privés qui trouvent la complicité de gouvernements irresponsables... Il n'y a par exemple pas assez de prise en charge des personnes gravement dépendantes.

Les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale, les

salarié-e-s de l'industrie et les autres ont donc toutes les raisons d'être solidaires, de conjuguer leurs forces, d'assembler leurs revendications et de lutter ensemble.

500 000 emplois industriels détruits depuis 2008

35 000 emplois détruits dans la santé et l'action sociale depuis 2009

ÇA NE PEUT PLUS DURER!

Les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale seront à toute occasion aux côtés de leurs collègues de l'industrie, comme ils proposeront l'action commune

pour défendre le droit pour tous à un bon niveau de santé et d'action sociale.

La CGT exige une loi concernant des droits et pouvoirs nouveaux des salariés dans les entreprises pour qu'ils puissent intervenir sur la gestion et les choix stratégiques.

L'accord catastrophique signé entre le MEDEF et des syndicats minoritaires (CFDT, CFTC, CGC) ne doit pas être repris tel quel dans la loi et être fortement amendé, sans quoi se serait une nouvelle accélération des plans de casse de l'outil industriel et des services publics partout dans le pays. C'est au contraire par des avancées du droit du travail et du droit social, et surtout par une augmentation



générale des salaires que nous sortirons notre pays de la spirale de récessions provoquée par les politiques d'austérité. C'est le sens de notre appel à la journée d'action du 5 Mars.

Pour la fin du premier semestre 2013, nous proposons dès aujourd'hui la construction d'une mobilisation pour la défense et l'amélioration des services et établissements de santé et d'action sociale. Tous les établissements et services de la santé et de l'action sociale doivent échapper aux appétits des profiteurs capitalistes. La mise en concurrence dévastatrice doit être stoppée immédiatement.

La CGT exige un financement pérenne, provenant de la part du salaire socialisé.

Les cotisations sociales doivent passer avant la part des actionnaires. Pas un centime de l'argent de la sécurité sociale ne doit plus al-

ler aux profiteurs, comme c'est le cas avec le système d'emprunt, les acteurs privés lucratifs, les médicaments... Les agents, les salarié-e-s doivent pouvoir exercer correctement leurs missions, protégés par un statut unique. Chacun doit pouvoir bénéficier gratuitement des services de santé et d'action sociale de qualité.

C'est le sens des revendications de la CGT :

- Défense et amélioration des conventions collectives

pour aller vers une convention collective unique et de haut niveau

pour tous les salarié-e-s de la branche associative sanitaire et sociale.

- Défense et amélioration du statut de la fonction publique.

- Construction d'un nouveau grand service public de la santé et de l'action sociale.

Pour imposer le changement le 5 MARS 2013,

une seule solution :

la lutte !

Ensemble,

dans le syndicat,

nous serons plus

forts !



Bulletin de contact

et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact et/ou adhérer à la CGT.

Nom :

Prénom :

Lieu de travail/formation :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :

**A retourner à : Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale - Case 538
263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX**